

Enseignant chercheur

MME Christine Guillard

MAITRE DE CONFERENCES
Droit public



Structure(s) de rattachement :

[UFR de Droit, Economie et Sciences Sociales](#) > [Section de droit public et de sciences politiques](#)

[UFR de Droit, Economie et Sciences Sociales](#) > [Groupe d'Etudes et de Recherche sur la Coopération Internationale et Européenne \(GERCIE\)](#)

Courriel :

christine.guillard@univ-tours.fr

Adresse :

50 Avenue Jean Portalis 37200 TOURS

Discipline(s) enseignée(s)

Droit institutionnel de l'UE, actualité de l'UE, droit social européen, droit administratif des biens, droit du service public, institutions administratives

Fonction

Maître de conférences Co-responsable pédagogique du Master Juriste européen

Thèmes de recherche

Appartenance à l'Union européenne (différenciation, adhésion, retrait, rôle des Parlements nationaux, compétences) ; Union économique et monétaire; espace de liberté, de sécurité et de justice); responsabilités respectives UE/Etat/CT en droit de l'UE ; libre circulation des notaires, effet direct horizontal, droit public et européen des affaires (service d'intérêt économique général, obligations de service public, commande publique)

Activités / CV

Quelques publications récentes :

- L'intégration différenciée dans l'Union européenne, Bruylant, coll. droit de l'UE, série thèses n° 5, 2006
- « L'accord relatif au Brexit », *Revue de l'Union européenne*, 2016, n° 602, pp. 537-540
- « Coopération et participation, l'inutilité d'une nouvelle distinction », *RDUE* 2016, n° 1, pp. 51-63
- La position du Royaume-Uni au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, in B. Bertrand, F. Picod et S. Roland, *l'identité du droit de l'Union européenne*, Mélanges en l'honneur de Cluade Blumann, Bruylant, 2015, pp.147-162
- « La fragmentation de l'espace Schengen », in P. Jan, P. Mouzet et V. Tellier-Cayrol (dir), *Mélanges en l'honneur du professeur Jean Rossetto*, 2016, pp. 177 - 188
- "Préjudice réparable", *Jurisclasseur administratif*, fascicule 842, juin 2015
- "Les Collectivités territoriales et les règles européennes de compensation de service public : les risques juridiques", contribution au colloque sur Les collectivités territoriales face au droit de l'Union européenne : quelle responsabilité ?, publiée in *Revue de l'Union européenne*, 2015, n° 590, pp. 396 - 415
- "Une Union économique et monétaire véritable au prix d'une Union européenne désorganisée", *Revue de l'Union européenne*, 2015, n° 1, pp. 4-15

- "La différenciation comme étape de l'évolution de l'UE vers une Fédération plurinationale", in J.-C. Barabato et Y. Petit, *L'Union européenne, Fédération plurinationale en devenir*, Bruylant, 2015
- « L'incidence de l'évolution du droit de l'Union européenne en matière d'investissements directs sur l'avenir des traités bilatéraux conclus par les Etats membres avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne », in A. BERRAMDANE et M. TROCHU (dir.), *Le partenariat public-privé dans le cadre des relations U E - A S E A N*, Larcier, 2015
- « L'effectivité de la protection des travailleurs à durée déterminée. CJUE, 3 juillet 2014, Fiamingo e.a., aff. jtes C362, 363 et 407/13 », *RAE*, 2014, n° 3, pp. 603-612.
- "Le rejet des recours contre la décision autorisant une coopération renforcée dans le domaine du brevet unitaire : une clarification de la signification des coopérations renforcées", *RAE* 2013, pp. 355-374
- « La différenciation au sein de l'Union économique et monétaire », *Annuaire de droit de l'Union européenne*, 2012, pp.77-131.
- « Les coopérations renforcées », *Jurisclasseur Europe traité*, fascicule 180, mars 2014
- « L'ex-Etat membre de l'Union européenne : un Etat tiers comme les autres ? », in I. BOSSE-PLATIERE et C. RAPOPORT (dir.), *Actes du colloque de la CEDECE portant sur L'Etat tiers*, Rennes, 22 juin 2012, Bruylant, 2014, pp.443-465
- « La lecture étatique des compétences non exclusives de l'Union européenne », *Rev. de l'Union européenne*, mars 2012, pp.159-168
- « Le refus de la Cour de justice de voir dans les activités notariales une participation directe et spécifique à l'exercice de l'autorité publique : une analyse réductrice du rôle des notaires en France. CJUE, gde ch., 24 mai 2011, aff. C 50/08, *Commission / France* », *RAE*, 2011, n° 2, pp. 451-473

[CV complet \[PDF - 161Ko\]](#)